

LETTRE AUX PARLEMENTAIRES EUROPEENS QUI ONT SOUTENU L'INITIATIVE CITOYENNE "NEW DEAL FOR EUROPE".

Chers membres du Parlement européen ayant soutenu l'ICE "*New Deal for Europe*",

comme vous le savez, le législateur européen a adopté en juillet dernier le règlement portant création du Fonds Européen pour les Investissements Stratégiques (FEIS), autrement dit "plan Juncker" pour le développement économique et l'emploi, qui devrait permettre d'activer en trois ans une somme totale de 315 milliards d'investissements privés et publics pour le financement de projets d'intérêt européen.

Le Comité européen *ND4E* qui a promu, avec votre appui et celui des Comités nationaux *ND4E* et de nombreuses personnalités et organisations syndicales, politiques, européistes et fédéralistes, l'initiative citoyenne "New Deal for Europe", saluent ce résultat qui constitue un premier pas vers la relance des investissements et la création d'emplois dans l'Union européenne.

Le Comité européen *ND4E*, et nombre des personnalités et organisations ayant soutenu l'ICE (certaines ne nous ayant pas encore confirmé leur soutien renouvelé), se félicitent aussi des améliorations apportées par le Parlement européen à la gouvernance économique du FEIS par rapport à la proposition initiale de la Commission européenne. Ils notent cependant que le règlement adopté ne contient pas de clause de révision permettant au législateur européen, sur proposition de la Commission, de réexaminer la dotation financière du FEIS au cas où les résultats de son action, en termes de financement de projets, devraient s'avérer inférieurs aux attentes. D'ailleurs, comme vous le savez, le Conseil européen a prévu d'affecter à la seule Grèce des sommes plus importantes pour stimuler la croissance et l'emploi.

Dans ces conditions, le Comité européen *ND4E*, au nom de ses soutiens et partenaires, a envoyé il y a quelques semaines une pétition au Parlement européen (voir annexe) lui demandant d'élaborer une proposition de révision du cadre financier pluriannuel de l'Union afin de doter le FEIS de ressources additionnelles provenant de nouvelles ressources propres pour le budget européen. De telles ressources pourraient provenir de la Taxe sur les transactions financières et/ou d'une taxe sur les émissions polluantes et/ou de l'émission par les Institutions européennes d'"*Euro project-bonds*". Une telle proposition de révision devrait être soumise aux Assises interparlementaires prévues en 2016 pour la "*mid-term review*" du cadre financier pluriannuel.

Le Comité européen *ND4E*, au nom de ses soutiens et partenaires, souhaite que les membres du Parlement européen ayant appuyé l'initiative "*New Deal For Europe*" soutiennent la pétition en annexe adressée au PE dans la mesure où elle correspond à une revendication constante du PE en faveur de l'octroi de nouvelles ressources propres au budget européen (voir entre autres le Rapport Lamassoure voté par le PE en 2007). Ils notent par ailleurs que l'octroi de nouvelles ressources au budget européen serait cohérent avec les propositions formulées récemment pour renforcer la gouvernance économique de l'Eurozone et créer un budget autonome pour les pays de la zone euro.

Nous vous en remercions par avance et vous remercions de nous informer de votre position personnelle.

Le Comité européen *ND4E*